

◎地方医療整備計画のための贈与に関する日本国政府と象牙海岸共和国政府との間の交換公文

(略称) 象牙海岸との地方医療整備計画のための贈与取極

| | | | |
|----|----|--------|--------|
| 平成 | 三年 | 七月二十三日 | アビジャンで |
| 平成 | 三年 | 七月二十三日 | 効力発生 |
| 平成 | 四年 | 十月二十三日 | 告示 |

(外務省告示第五二二号)

概要

- 1 援助の目的及び内容 地方医療整備計画を実施するために必要な
(a) 車両並びに機材及びその据付けに必要な役務の供与
(b) 前記(a)の生産物の輸送に必要な役務の供与
- 2 贈与の限度額 七億九千四百万円
- 3 贈与の使用期限 平成四年三月三十一日まで
- 4 署名者
日本側 西村元彦在象牙海岸大使
象牙海岸側 アマラ・エシイ外務大臣

(Note japonaise)

Abidjan, le 23 juillet 1991

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer aux récentes discussions tenues entre les représentants du Gouvernement du Japon et du Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire concernant la coopération économique japonaise qui sera effectuée en vue de renforcer les relations d'amitié et de coopération entre les deux pays, et de proposer au nom du Gouvernement du Japon l'arrangement suivant:

1. Dans le but de contribuer à l'exécution du projet de Santé de Base (ci-après dénommé "le projet") par le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, le Gouvernement du Japon mettra à la disposition du Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, conformément aux lois et règlements pertinents du Japon, un montant ne dépassant pas sept cent quatre-vingt-quatorze millions de Yens (¥794.000.000) à titre de don (ci-après dénommé "le Don").

2. Le Don sera rendu disponible pendant la période allant du jour de l'entrée en vigueur du présent arrangement jusqu'au 31 mars 1992, sauf en cas de prolongation décidée d'un commun accord entre les autorités intéressées des deux Gouvernements.

3. (1) Le Don sera utilisé par le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire correctement et uniquement pour l'achat des produits du Japon ou de Côte d'Ivoire et des services des nationaux japonais ou ivoiriens nécessaires pour l'exécution du projet, qui sont mentionnés ci-après: (Dans le présent arrangement, le terme "les nationaux japonais"

signifie les personnes physiques japonaises ou les personnes morales japonaises contrôlées par les personnes physiques japonaises et le terme "les nationaux ivoiriens" signifie les personnes physiques ivoiriennes ou les personnes morales ivoiriennes.)

(a) des équipements médicaux;

(b) des véhicules;

(c) des services nécessaires pour l'installation des produits mentionnés à (a);

(d) des services nécessaires pour le transport des produits mentionnés à (a) et (b) jusqu'aux ports de la République de Côte d'Ivoire, et des services nécessaires pour le transport intérieur des produits mentionnés à (a) en République de Côte d'Ivoire

(2) Nonobstant les dispositions de l'alinéa (1) du présent paragraphe, lorsque les deux Gouvernements le jugeraient nécessaire, le Don pourrait être utilisé pour l'achat des produits dont la nature est mentionnée à (a) et (b) de l'alinéa (1) d'origine des pays autres que le Japon ou la République de Côte d'Ivoire ainsi que pour l'achat des services dont la nature est mentionnée à (c) et (d) de l'alinéa (1) fournis par des nationaux des pays autres que le Japon ou la République de Côte d'Ivoire.

4. Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire ou l'autorité désignée par le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire (ci-après dénommée "l'Autorité Désignée") conclura des contrats en terme de Yens japonais avec les nationaux japonais pour l'achat des produits et des services mentionnés au paragraphe 3. Ces contrats seront vérifiés et visés par le Gouvernement

du Japon comme acceptables pour le Don.

5. (1) Le Gouvernement du Japon exécutera le Don en effectuant des versements en Yens japonais à un compte ouvert au nom du Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire dans une banque intermédiaire agréée du Japon désignée par le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire ou l'Autorité Désignée (ci-après dénommée "la Banque"), pour couvrir les obligations assumées par le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire ou l'Autorité Désignée en vertu des contrats vérifiés et visés conformément aux dispositions du paragraphe 4 (ci-après dénommés "les Contrats Vérifiés").

(2) Les versements mentionnés à l'alinéa (1) du présent paragraphe seront effectués lorsque la demande de paiement aura été présentée par la Banque au Gouvernement du Japon en vertu de l'autorisation de paiement émise par le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire ou l'Autorité Désignée.

(3) Le seul but du compte mentionné à l'alinéa (1) du présent paragraphe est de recevoir les paiements en Yens japonais effectués par le Gouvernement du Japon et de payer aux nationaux japonais qui sont parties des Contrats Vérifiés. Les détails concernant les modalités d'application du crédit et du débit du compte seront déterminés d'un commun accord, après consultations, entre la Banque et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire ou l'Autorité Désignée.

6. (1) Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire prendra les mesures nécessaires pour :

(a) assurer le déchargement et le dédouanement rapides aux ports de la République de Côte d'Ivoire et le transport

intérieur sans délai des produits achetés par le Don;

(b) exonérer les nationaux japonais des droits de douane, des taxes intérieures et d'autres charges financières qui pourraient être imposés par le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, à l'égard de la fourniture des produits et des services effectuée en vertu des Contrats Vérifiés;

(c) accorder aux nationaux japonais dont les services seront nécessaires à propos de la fourniture des produits et des services effectuée en vertu des Contrats Vérifiés les facilités nécessaires pour leurs entrées et séjours dans la République de Côte d'Ivoire, afin qu'ils puissent exécuter leur travail;

(d) assurer que les produits achetés par le Don seront entretenus et utilisés d'une manière convenable et efficace pour l'exécution du projet; et

(e) supporter tous les frais nécessaires pour l'exécution du projet à part les frais qui sont couverts par le Don.

(2) En ce qui concerne le transport et l'assurance maritimes des produits achetés en vertu du Don, le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire n'imposera aucune restriction qui entrave la compétition loyale et libre des compagnies de transport et d'assurance maritimes.

(3) Les produits achetés par le Don ne seront pas réexportés de la République de Côte d'Ivoire.

7. Les deux Gouvernements se consulteront à propos de n'importe quel problème qui pourrait surgir du présent arrangement ou en rapport avec celui-ci.

J'ai également l'honneur de proposer que la présente Note et la réponse de Votre Excellence confirmant l'arrangement ci-dessus mentionné au nom du Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire soient considérées comme constituant un accord entre les deux Gouvernements, qui entrera en vigueur à la date de la réponse de Votre Excellence.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) Motohiko Nishimura
Ambassadeur Plénipotentiaire
et Extraordinaire du Japon
en République de Côte d'Ivoire

Son Excellence
Monsieur Amara Essy
Ministre des Affaires étrangères
de la République de Côte d'Ivoire

(Note ivoirienne)

Abidjan, le 23 juillet 1991

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la Note de Votre Excellence en date de ce jour ainsi conçue:

"(Note japonaise)"

J'ai l'honneur de confirmer, au nom du Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, l'arrangement ci-dessus mentionné et de consentir à ce que la Note de Votre Excellence et la présente Note soient considérées comme constituant un accord entre les deux Gouvernements, qui entrera en vigueur à la date de la présente Note.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) Amara Essy
Ministre des Affaires étrangères
de la République de Côte d'Ivoire

Son Excellence
Monsieur Motohiko Nishimura
Ambassadeur Plénipotentiaire
et Extraordinaire du Japon
en République de Côte d'Ivoire